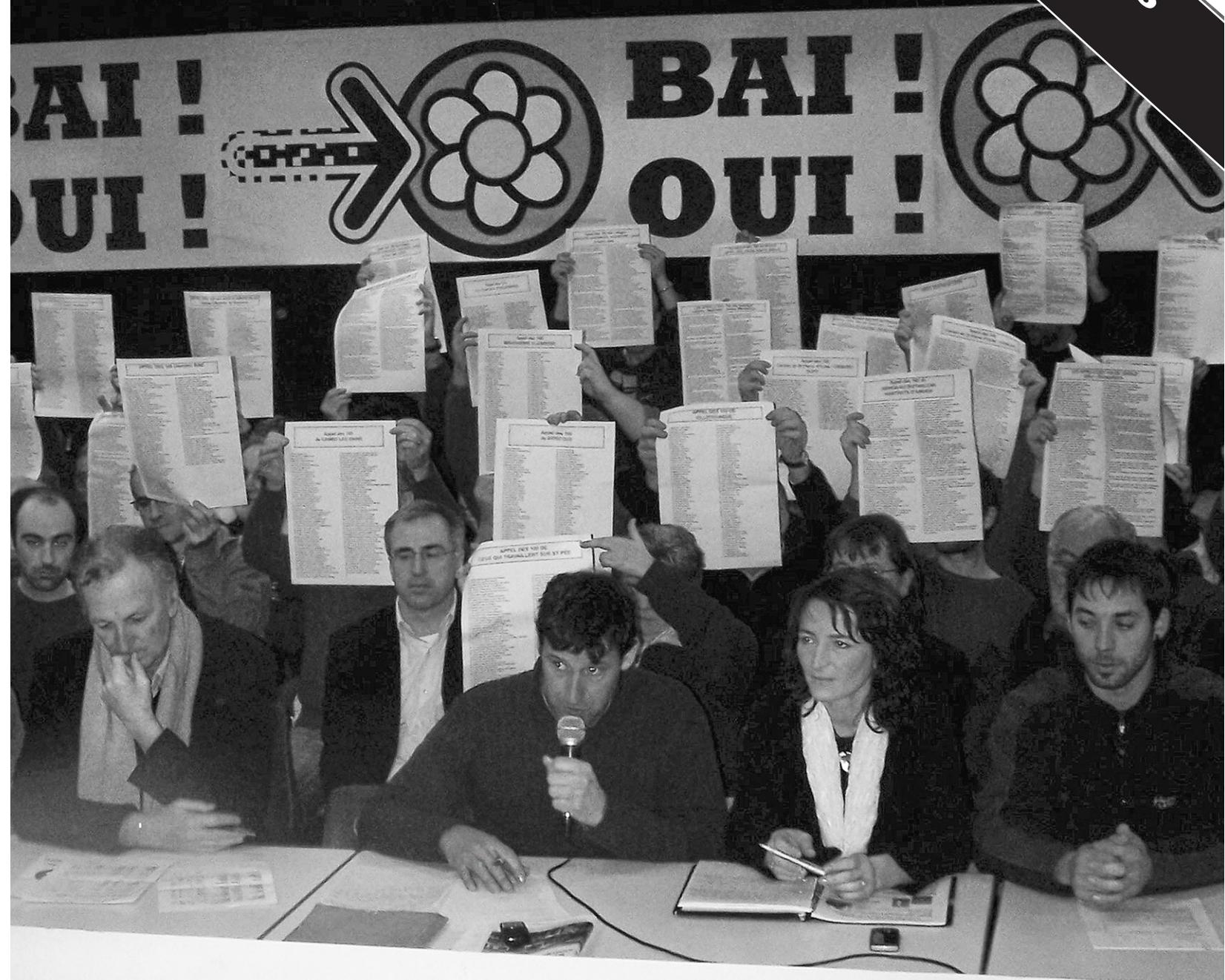


Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
29 janvier 2009
N° 2064
1,30 €

300.000 habitants
en Iparralde



1.000 élus pour Laborantza Ganbara

ISSN 0294-4596



9770294459006



«C'est peut-être moins pire»

JEAN-JACQUES LASSERRE a écrit à Edouard Balladur, nommé par Sarkozy à la tête d'une commission chargée de réformer la carte administrative de la France. Il est inquiet du sort qui nous est réservé et s'étonne de l'apparente indifférence de l'opinion publique à ce sujet. C'est au titre de président du Conseil des élus du Pays Basque qu'il entre dans ce débat soulignant l'exemplarité de la société civile basque capable de dessiner collectivement son avenir. C'est en cela que sa démarche est ambiguë, car c'est davantage le sort de la strate départementale, dans le mille-feuille institutionnel, qui motive son interpellation. Qu'a donc réellement à craindre d'une nouvelle donne un Pays Basque actuellement sans existence juridico-administrative? Si sa voix se fait malgré tout entendre il ne le doit qu'à sa propre dynamique, à ses structures originales qu'il s'est données pour offrir un Schéma de développement et la prise en compte de nos spécificités culturelles et linguistiques qu'il contractualise, depuis une décennie, avec les différents pouvoirs extérieurs dont il est dépourvu. Il n'y a aucune raison que demain cette dynamique basque ne trouve encore des interlocuteurs quels que soient les remodelages institutionnels de la commission Balladur.

La crainte de J-J. Lasserre est ailleurs. Elle prend source dans la prise en compte d'une nouvelle réalité, plébicitée par les citoyens: l'intercommunalité. Il la sait inscrite dans une complémentarité avec la région pour vider l'essentiel des compétences du département. Comme il sait que son mentor en politique, François Bayrou —oubliant son idolâtrie du département pour qui il construisit à Pau un somptueux et coûteux Hôtel— préconise aujourd'hui la disparition en douceur des départements en les fédérant à la région. Au fond, personne ne sait exactement à quelle sauce le département sera mangé. D'ailleurs, peut-il être mangé sans modifier la Constitution où il est inscrit? Or, on sait qu'il est impossible de réunir, pour ce sabotage du

vieil ordre républicain, les 3/5^{ème} des parlementaires si attachés, à droite autant qu'à gauche, à leurs prébendes départementales.

Non, la bonne interrogation du Conseil des élus du Pays Basque serait de revenir à la doctrine qu'il s'était forgée en 2002, sous la présidence d'Alain Lamassoure, afin de l'inscrire dans l'acte II de la décentralisation alors ouvert par J-P. Raffarin. Cette proposition avait emporté l'unanimité du Conseil sauf deux abstentions dont celle (tiens!) de J-J. Lasserre. Véritable alternative, elle prônait un Pays Basque «connu et reconnu» élevé au rang de collectivité territoriale avec notamment pour corollaire une chambre d'agriculture. Le Pays Basque plaïda sa contribution au débat général dans l'indifférence voire le mépris. A Bordeaux, les cinq ministres qui officiaient répondirent à toutes les interpellations des territoires d'Aquitaine sauf à celle d'Alain Lamassoure, pourtant l'un des leurs, qui sentait trop, en l'occurrence, le soufre basque. Le Conseil des élus de 2009, n'ayant plus le même souffle, sera encore moins entendu.

Trop marginal pour influencer sur la «grande politique», Iparralde doit, comme toujours, ne compter que sur lui-même. L'éventuelle réforme Balladur est pour nous l'opportunité de se saisir de la montée en puissance de l'intercommunalité qui ne relève que de notre seule décision. D'abord en appelant à la fonder sur le suffrage universel direct qui, seul, donne la légitimité démocratique. Et ce, même au risque d'amoinrir le rôle historique des municipalités. Ensuite, en travaillant au regroupement progressif de l'ensemble des intercommunalités du Pays Basque hors CABAB dont le poids spécifique pourrait déséquilibrer l'édifice. Nous aurions ainsi une quasi institution Pays Basque dans l'ordre du droit commun. Les propositions Balladur placeront la nouvelle carte des collectivités territoriales au centre du débat public. Les élus abertzale, aujourd'hui de plus en plus visibles dans la gestion locale de ce pays, peuvent être le ferment de cette mutation.

«Beiratean pausaturik den eltxoa eta mailua»

DUELA 3 aste, Palestinar errefuxiatuendako den Nazio Batuen Agentziak (UNRWAK) baieztatzen zuen Gaza lurraldean milioi bat biztanlek ez zutela elektrika indarririk eta 750 000 herritar urik gabe bizi zirela.

Kaltetu horiek gehitzen ziren Israeldar armadaren erasoaren ondorioz hilak izan diren 1300 herritarrei eta zaurituak izan diren 5000 Gaza-tiarrei.

Usaian, pertsona bati galdegiten bazaio esku batean zergatik 5 ehi dituen, ez du berehala arrazoin berezirik atxemanen... Aldiz, ehi bat ezin baliatuz egon den une bati pentsarazten badugu hor bai ehi haren balioa preziatuko eta justifikatuko du.

Joan den asteburuan Europako zenbait herritan senditu den «Klaus Schümann» deitutako ekaitzak halako efektu bat ukan du.

Ekaitz horrek elektrika indar, telefono, ur eta bide mozteekin, besteak beste sendi arazi du Gazan 3 asteetan Tsahal-en erasoaldiak zer nolako sarraskia egin duen. Nahiz eta operazioa «kirurgiko-autodefentsibo-etab». tituluekin moztarotatu edo zuri-tu...

Abendu bukaera eta urtarrileko gertakariak garbi utzi dute Palestinan «beiratean pausaturik den eltxoa eta mailuaren» ikasgaiaren beste irudiztatze bat ukan dugula.

Noski, indarra erabiltzen duenak fiersko erakutsi dauku «eltxoaren» hilotza... ahantz araziz bere «mailuarekin» bururatutako ekintzak «beiratea» xintxfrikatu duela.

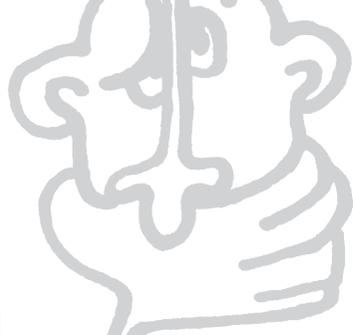
Gainera, gaur egun, hizkuntza tekniko erabiltzen da «beirate» horren izendatzeko: «ondorio kolateralak». Hots «eltxoaren» gaixtotasunaz, arriskuaz, etab. hitz egiten da «beiratearen» haustea ahantz arazteko... eta «mailuaren» hautu eztabaidagarria, hautu «proportzionatu bezain baitezpadakoa» kontsideratua izan dadin.

Euskal Herrirat etorri, departamenduko prefetak eta «Xambr d'Agrikülturrak» (euskara baliatzen baitute haiek ere!) kanpainan ari dira beren «mailua» nahiz moztarotatu.

Hala nola beren mailukadaren edo auziaren ondorio zuzen bat nahi daukute ahantz arazi. Hots beirate eder baten erraus-tearen entsegua: Laborantza Ganbararen hestea, Michel Berhocoirigoin-en kartzelaratzeta, 10 langileren langabeziara botatzeta, laborantza herrikoi eta ingurumenaren errespetatzaileren ereduaren aldeko lanaren baztertzeta, bide eraikitzaile, anitz, publiko eta zibil baten hautua baliogabetzeta, etab.

Hortarako, alde guzietan esplikatzeko dute arazo bakarra dela Laborantza Ganbaren izena, hots zerbitzu publiko frantses baten izena elkarte batek euskaraz eramaitea... nahiz eta euskal izen hori duela 4 urte onartua izan! EHLG izena dute beraz «publikoki» erakutsi nahi «eltxo» gisa! Laborariak eta herritar-rak, EHLGren lan eta laguntza baliosarik gabe utziz... «kolateral» batzu bezala!

Ez gira ez gu «kolateralak»! Eta hori erakusteko parada dugu baliatzen osteguna, urtarrilaren 29 honetan eta geroan ere Euskal Herriko Laborantza Ganbara bizi araziz!



... et réjoui que le premier geste de Barack Obama après son investiture soit de signer le décret de fermeture, d'ici un an, du centre de détention militaire de Guantanamo. Barack n'aime pas les baraques militaires où règnent le non-droit et l'arbitraire.

... que Gordon Brown, l'inlassable chantre du libéralisme à tout crin et de la dérégulation forcenée du système financier, s'apprête à nationaliser une 3^{ème} banque britannique en 3 mois pour cause de risque de faillite. L'Écossais Gordon n'est qu'une panse de brebis farcie... de contradictions.

... pas tant que ça que Benoît XVI réintègre dans la hiérarchie de l'Eglise catholique quatre évêques intégristes adeptes de Mgr Lefebvre, excommuniés par Jean-Paul II en 1988, ainsi que les 500 prêtres de la Fraternité St Pie X. Et l'infailibilité de son prédécesseur, qu'est-ce qu'il en fait?

... que l'un de ces quatre évêques, le Britannique Robert Williamson se soit illustré la semaine dernière en niant la réalité de la shoah: «Je crois qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz (...) Je pense que 200.000 à 300.000 Juifs ont péri dans les camps de concentration, mais pas un seul dans les chambres à gaz». Notre cardinal ezepletar, lui au moins, n'a jamais renié l'axoa.

... que se sentant fort seule face à ses élus de la communauté de communes sud côte basque qui renâclent devant la construction d'une ligne TGV à travers le Pays Basque, Alliot-Marie, qui a toujours un train de retard, monte tout à coup dans le wagon des opposants à la LGV. Il faut bien que je les suive puisque je suis leur chef!

... pas tant que ça, de la lumineuse travaille d'Espilondo qui préconise une ligne à grande vitesse pour le fret passant par... Garazi. Un tunnel TGV sous Orreaga! Tout heureux d'avoir fait son trou à Anglet, El Bigote veut en faire ailleurs!

... que la municipalité communiste de Tarnos, à l'instar de sa voisine du Boucau, manifeste un intérêt appuyé pour rejoindre la CABAB. Les mauvais esprits insinuent que la perte du canton par le PC aux dernières cantonales n'est pas pour rien dans cette volonté de quitter la communauté des communes du Seignanx. Faut être marteau pour penser ça.

L'ACTUALITÉ de ce mois de janvier est largement occupée par le procès injuste intenté à EHLG. A l'heure où ces lignes sont écrites, rien ne permet d'en connaître le verdict. L'après procès sera totalement différent de la situation actuelle. Pour quoi ne peut-on pas rêver à un



futur meilleur: une décrispation des mentalités, un budget départemental partagé en deux, des chargés de mission collaborant sur des thèmes porteurs d'avenir (installation, filière aval, accroissement de l'autonomie, agriculture plus respectueuse, circuits courts, etc.) Pour d'autres, économiquement parlant, ce début 2009 est aussi la croisée des chemins: un devenir pour ESTIA (ainsi qu'évoqué par J-R. Guresses, à la fin de son dernier article d'*Enbata*), une problématique de survie de la CCI, une utilisation plus subtile des 15 millions d'euros du BDE, une perspective d'augmentation de capital d'Herrikoa, fin d'année 2009 / début 2010, un nouveau départ pour Lantegiak, une construction consensuelle d'une stratégie économique au sein ou autour d'AB, des travaux du Garapen Kontseilua qui soient les plus utiles pour Iparralde, et, pour les militants, une présence constructive sur tous les terrains, surtout ceux qui ont été jusqu'à maintenant trop délaissés...

ESTIA.

En marge de ce que J-R. Guresses a évoqué dans le «dernier Enbata», il convient aussi de préciser que la volonté politique de la CCI de se doter d'une école d'ingénieur a eu pour conséquence un effort financier important, au cours de ces 12 ans, et que, s'il y avait encore ces dernières années des déficits perturbants, un retour à l'équilibre

Pantxoa Bimboire

assez remarquable pour une structure de 7 millions d'euros de budget a été opéré. Ceci est souligné de façon quelque peu pragmatique pour préciser, qu'à l'avenir, il convient «d'asseoir l'école» sur une permanence de ressources. Plusieurs solutions vont être étudiées: rapprochement ou fusion avec l'IRP (institut polytechnique de Bordeaux, en cours de création), rapprochement avec les réseaux d'autres grandes Ecoles (Mines, Centrales, Arts et Métiers, etc.), ou, autre solution, avec Mondragon Unibersitatea. Ces orientations seront étudiées et tranchées début 2009. Mais pour chaque option, la connaissance des conséquences des choix ne sera malheureusement pas complète et rationnelle: on peut citer, par exemple, des paramètres mouvants comme la liberté des programmes, des investissements et des embauches, le montant de la participation financière, la pérennité, l'environnement politique, la reconnaissance des diplômes, la liberté et le degré d'implication dans les thèmes de recherche, etc. Dans ces scénarii, c'est celui du rapprochement avec l'IRP qui est le avancé et celui dont les conséquences sont les plus connues.

Survie de la CCI.

A quelle sauce la CCI va-t-elle être assaisonnée, mangée et digérée? La CCI ne dépend des entreprises d'Iparralde que pour 20% de son budget. Cette situation est le fruit d'un effort constant de sa volonté d'autonomie. Les autres sources de financement de la CCI ont été délibérément développées: actions autofinancées sur des lignes d'action gouvernementales ou régionales, gestion locative des locaux, zones, équipements, services payants, port, école de gestion, etc. Il convient aussi de savoir que dans les 20% des financements apportés par les entreprises d'Iparralde, ce sont essentiellement les très grosses entreprises qui sont contributives. On voit par là que la capacité d'autonomie constitue un atout important. Cette situation, outre le fait que la Région a reconduit la gestion du Port, place la CCI en pointe dans sa capacité à faire valoir ses droits. 2009 sera néanmoins décisive pour cette construction consensuelle avec l'autorité de tutelle. Dans cette construction future, il conviendra aussi que les en-

treprises d'Iparralde précisent leurs avis, leurs soutiens ou leurs indifférences. Pour sa part Lantegiak devra prendre position, et il serait opportun qu'elle soutienne la CCI.

Les 15 millions du BDE.

Les 15 millions du Bureau de développement économique de Pau dorment à la Caisse d'Epargne depuis le rachat de Sébadour et sont convoités par beaucoup, y compris par le monde politique du Conseil général. Qui les gèrera et comment? Une partie pourra-t-elle être affectée en Iparralde? Plusieurs scénarii sont possibles, une partie sera-t-elle un complément pour le financement de l'économie d'Iparralde?

Augmentation de capital d'Herrikoa.

L'AG de fin 2008 en a décidé le principe. D'ici fin 2009 / début 2010, on a le temps, et heureusement, car l'époque actuelle n'est pas la meilleure pour orienter les esprits vers la capitalisation dans l'économie d'Iparralde. Mais, dans le fond, à y regarder de près, l'action Herrikoa a servi trois dividendes, et sa valeur est nettement plus élevée qu'initialement. La conséquence sur le terrain a été globalement positive. Même si des erreurs ont pu être commises comme dans toute entreprise humaine. Ce sera l'occasion de passer le flambeau aux jeunes, même s'ils sont relativement éloignés de cette problématique. Souvenons-nous tout de même que c'est ce même Sébadour, qui avait été chargé (par une âme préfectorale bien intentionnée?) de porter plainte contre Herrikoa auprès de la COB (commission des opérations boursières). Le procès avait été gagné à Paris, par M^e Saint-Esteben d'Ustaritz (cabinet Badinter). Nous étions «montés» en force, de nuit et en bus, avec un levreur de pierre du Gipuzkoa, et Roger Idiart avait composé une chanson. En attendant la suite de cet article que vous lirez le mois prochain, il m'a paru utile de terminer sur une note optimiste sur l'issue de procès d'EHLG. La plainte déposée par Sébadour n'avait pas eu l'effet espéré: Herrikoa vit toujours, la plainte avait été annulée par le juge et Sébadour absorbée par la Caisse d'Epargne. Cela serait-il de bonne augure pour le 29? EHLG plus que jamais vivante, plainte de la Chambre de Pau annulée et la Chambre absorbée par la Région? Wait and see!



Recensement 2006 : 288.3

L'INSEE vient de communiquer les chiffres de la population issus du recensement 2006. Nous sommes 288.362 personnes à vivre dans les trois provinces d'Iparralde, contre 260.382 en 1999 et seulement 238.880 en 1990, soit une augmentation de 49.482

citoyen(ne)s (+ 20,71%) en 16 ans. 1/5^{ème} de la population en plus, exactement comme si l'on avait construit une ville nouvelle de la taille de Bayonne.

Les décomptes sont ceux de 2006. En prolongeant linéairement l'augmentation moyenne des années 1999 à 2006 (+ 3.997 par an), on peut, sans grand risque d'erreur, penser que la population d'Iparralde au 1^{er} janvier 2009 approche les 300.000 et que ce cap sera franchi dès la fin de cette année.

Le premier constat est que le rythme de croissance annuelle (+ 4.000) s'accélère par rapport à la décennie 90 où il n'était que de + 2.400. Le taux de natalité sur notre territoire n'est pas plus élevé que dans le reste de l'Hexagone, ni le taux de mortalité plus faible. La forte augmentation du nombre d'habitants en Iparralde, en seulement une décennie et demie, s'explique donc essentiellement par un solde migratoire positif élevé. Le tropisme «côte basque» fonctionne à plein. Avec, comme corollaire, une pression francophone accrue qui ne peut qu'accentuer la marginalisation accélérée dont souffre l'euskara, faute de statut officiel sur son territoire.

1990, 1999, 2006

De 1990 à 1999, l'augmentation de la population d'Iparralde est de 21.502 (+ 9%) en 9 ans, avec un gain annuel moyen de + 2.389 habitants par an. De 1999 à 2006, l'augmentation est de 27.980 (+ 10,75%) en 7 ans, avec un gain annuel moyen de + 3.997.

PERSONNE ne sera surpris de constater que l'augmentation de la population d'Iparralde n'est pas uniforme d'une province à l'autre: la croissance de la frange côtière et de son hinterland immédiat ne faiblit pas, alors que celle des cantons intérieurs démontre une vitalité moindre. Mais à y regarder de plus près, l'évolution recèle des surprises.

Ainsi, le BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz) est passé de 104.689 habitants en 1990 à 109.259 en 1999 et 112.016 en 2006: soit + 4.570 entre 90 et 99, soit un gain moyen

annuel de 507 et + 2.757 entre 99 et 06, soit un gain moyen annuel de + 393. A l'inverse du reste de la côte et de «l'entrecôte», l'agglomération phare d'Iparralde connaît un fléchissement entre 99 et 06 par rapport à la période précédente. Sans doute la faute à Biarritz qui est passée de 30.739 habitants en 1999 à 27.398 en 2006 (- 3.341, soit - 10,86% en 7 ans). Par définition, les résidences secondaires n'hébergent que des résidents secondaires.

Bref, l'ordre d'énoncé des trois villes de la communauté d'agglomération est toujours pertinent si

l'on s'en tient au nombre d'habitants:

● Bayonne qui est passé de 41.778 habitants en 99 à 45.636 en 06: + 3.858 (+ 9,23%).

● Anglet qui est passé de 36.742 habitants en 99 à 38.992 en 06: + 2.250 (+ 6,12%).

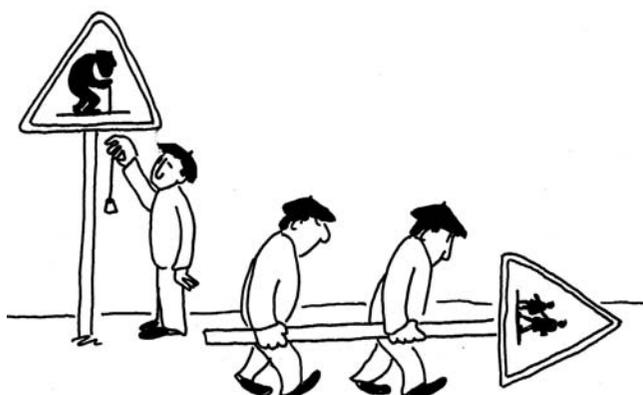
● Biarritz qui est tombé de 30.739 habitants en 99 à 27.398 en 06: - 3.341 (- 10,87%).

Après avoir régulièrement perdu des habitants jusqu'en 1990, Bayonne accomplit un net redressement ces quinze dernières années: réhabilitation et densification portent leur fruit.

Villes et villages de la frange maritime et fluviale

L'augmentation de la population des villes et villages de la frange maritime et fluviale du Labourd entre 1999 et 2006 est encore plus forte que celle du BAB. Disponibilité de terrains à construire, et, plus récemment, réalisation de programmes de construction de petits immeubles collectifs y attirent de nouveaux résidents.

Boucau :	7.502	(+ 376	+ 5,28%)	Halsou	494	(- 20	- 4,04%)
St Pierre d'Irube	4.633	(+ 675	+ 17,05%)	Jatxou	1.023	(+ 197	+ 23,85%)
Mouguerre	4.505	(+ 647	+ 16,77%)	Cambo	5.814	(+ 1273	+ 28,03%)
Lahonce	2.029	(+ 93	+ 4,80%)	Itxassou	2.033	(+ 218	+ 12,01%)
Urcuit	2.113	(+ 281	+ 15,34%)	Espelette	1.987	(+ 65	+ 3,38%)
Urt	2.053	(+ 295	+ 16,78%)	Ainhoa	664	(+ 53	+ 8,67%)
Villefranque	2.181	(+ 390	+ 21,77%)	Souraide	1.198	(+ 100	+ 9,10%)
Bidart	5.742	(+ 992	+ 20,88%)	St Pée sur Nivelle	5.215	(+ 785	+ 17,72%)
Arbonne	1.827	(+ 411	+ 29,02%)	Sare	2.314	(+ 110	+ 4,99%)
Guéthary	1.364	(+ 68	+ 5,02%)	Ascain	3.685	(+ 501	+ 15,73%)
Ahetze	1.505	(+160	+ 11,90%)	St Jean de Luz	14.074	(+ 442	+ 3,24%)
Arcangues	3.079	(+ 291	+ 10,43%)	Ciboure	6.466	(+ 19	+ 0,29%)
Bassussary	2.463	(+ 597	+ 31,99%)	Urrugne	7.873	(+ 702	+ 9,79%)
Ustaritz	5.742	(+ 385	+ 7,18%)	Hendaye	14.437	(+ 1 471	+ 11,34%)
Larressore	1.469	(+ 120	+ 8,90%)	Biriatoru	979	(+ 129	+ 15,17%)



SUR ces 30 communes labourdines qui bordent l'océan, l'Adour, la Nive, la Nivelle et la Bidassoa, 17 ont un pourcentage de croissance de population à deux chiffres en à peine 7 ans. 5 d'entre elles (Arbonne, Bidart, Cambo, Jatxou, Villefranque) dépassent même les +20%: Bassussary détient le pompon avec une croissance extravagante de quasiment un tiers de sa population (+31,99%), suivie de près par Arbonne avec ses + 29,02%, Cambo avec ses +28,03%, et de plus loin, si l'on ose dire, par Villefranque avec + 21,77% et Bidart avec + 20,88%. Ces communes ont certes des réserves foncières,

mais, revers de la médaille, le mitage et la déprise agricole continuent de plus belle. Ainsi, le golf de Bassussary n'a jamais été qu'un produit d'appel, ou un prétexte, pour obtenir les certificats d'urbanisme nécessaires à une intensification pavillonnaire galopante.

Au sud du Labourd, Hendaye poursuit sa forte croissance, poussée par une forte demande d'outre-Bidassoa. Elle dame le pion à St Jean de Luz et devient la quatrième ville d'Iparralde. A noter également la particularité du petit Biarritz du bord de Nive: Halsou, qui perd 20 habitants. Mais les Halsuar s'en plaignent-ils vraiment?

Sabino Ormazabal, journaliste, jugé lors du procès 18/98 dans le dossier "Fondation Joxemi Zumalabe", en liberté sous caution

Le changement par l'obtention de la majorité sociale

"Il est souvent plus difficile de mettre en marche les gens en faveur d'une idée, que d'appuyer ce qu'une minorité effectue."



"Comme le dit le philosophe Jean-Marie Muller, s'il est possible mieux vaut en priorité étudier les choix offerts par la non-violence et la force de cette même non-violence."

Après les textes de réflexion
de Jean-Marie Muller

"Principe de la non-violence"

"L'impossible victoire militaire"

des Occidentaux en Afghanistan",

et "Pratique de l'action non violente",

disponibles sur le blog d'Alda!

voici l'interview de Sabino Ormazabal

sur la déclinaison locale de ces thèmes.

Comment définir de façon simple et compréhensible la non-violence ou la désobéissance civile ?

"En tout premier lieu je tiens à souligner, avec humilité, que partant de l'intérêt, des réflexions et hésitations qu'ont générés en moi cette interview, l'essentiel réside dans la réflexion et le débat collectif.

Pour répondre à la question, la lutte contre l'injustice ne devrait pas créer de nouvelle injustice.

C'est de là que vient la nécessité de la non-violence. Mais cette non-violence devient active, quand elle s'utilise pour changer la réalité, car tel est son objectif. Il n'est pas suffisant d'être en faveur de la vie et de la paix, nous devons nous battre en leur faveur.



*"Desobedientzia zibila:
bidegabe deritzogunari aurre egitea
bidegabekeria berririk sortu gabe."*

La désobéissance civile a sa place dans ce champ d'action là : faire face à ce que nous considérons injuste, sans créer de nouvelle injustice. Et tous les jours nous avons l'opportunité de faire face à ce qui n'est pas juste, en ne collaborant pas, en choisissant d'autres voies...

Gandhi disait que ce n'est qu'en assumant nos responsabilités que nous recouvrons nos droits et que ce n'est qu'en commençant à vivre librement que l'on peut atteindre la liberté.

Gandhi disait aussi que *"si le choix n'est qu'entre la violence et la lâcheté (entre la résistance et la collaboration avec les forces d'occupation) mieux vaut choisir la violence... mais le choix de la non-violence est toujours préférable au choix de la violence"...* Dans le cas du Pays Basque y a-t-il des cas concrets qui illustrent cette situation ?

C'est une célèbre phrase, mais il faudrait voir de plus près la déclaration complète et le contexte dans lequel elle avait été effectuée. Dans tous les cas de figure, il est évident que quand le choix existe, c'est celui de la non-violence active qui est préconisé. Et comme le dit le philosophe Jean-Marie



Sabino Ormazabal

Muller, s'il est possible mieux vaut en priorité étudier les choix offerts par la non-violence et la force de cette même non-violence.

En revenant aux exemples du Pays Basque, les Ikastola créés dans les maisons particulières, en dehors de la loi concernant l'Éducation de l'époque franquiste, sont un cas illustrant bien cette situation. De même qu'a été celui de la création de Laborantza Ganbara. La désobéissance civile repose sur deux piliers : le premier consiste à désobéir aux lois injustes et le deuxième à créer l'alternative, en créant une démocratie qui nous prend "tous" en compte par l'étude permanente de l'équilibre entre les concepts de pouvoir et de résistance.

Souvent, même si l'usage de la violence semble être clairement sans issue, la voie de la non-violence ne semble pas être perçue dans la société comme la voie de la solution. Que faire pour changer cette situation ?

La violence donne souvent une fausse impression d'être "plus active". Elle diffuse la sensation que nous sommes en train de faire "quelque chose", même si souvent les acteurs eux-mêmes savent que ce n'est pas efficace, qu'on n'avance pas. Mais nombreux sont ceux qui pensent qu'ainsi au moins, ils ne sont pas "immobiles". Cependant, en analysant cela de plus près, il est clair que ces voies-là, plutôt que de résoudre les problèmes, les plongent et les ancrent dans les affres de la douleur.

Ainsi pour faire face à cette idée de "non immobilisme" véhiculée par la violence, la non violence doit essayer d'être active, efficace et devra dans cette voie-là s'aider de la participation populaire. Même s'il est souvent plus difficile de mettre en marche les gens en faveur d'une idée, que d'appuyer ce qu'une minorité effectue.

En résumant, on sait quelle voie nous ne voulons pas prendre : la répétition de la stratégie armée. L'usage de la violence contamine les autres domaines et trouble leur développement. L'usage de la violence devient la base de l'organisation sociale et source de dispute, mettant de côté toute discussion. C'est cela que nous ne voulons pas. Que place soit faite à l'alternative non-violente. Que son opportunité et son temps lui soient octroyés.

"Chacun voit la souffrance à partir de son point de vue, on ne l'analyse pas à partir du point de vue de l'autre. La souffrance est très répandue, et pour résoudre son cas, il faut

prendre en compte celle de l'autre ". Y a-t-il au Pays Basque un organisme qui mette en pratique de façon efficace ce type de réflexion ?

Il y en a et il y en aura, car ce sont de nouveaux pas pour dépasser les haines à l'intérieur de la société. Plus que les organismes, ce sont les actions que je soulignerai, peut être pas très fortes ni publiques, car elles ont vu le jour il y a peu, et ont leur rythme à l'écart de la pression et des clivages de la place publique.

On peut mentionner l'initiative humble et d'une grande profondeur qu'est "Egin bidea bakeari - Faire la voie à la paix". Elle réunit des gens d'une grande diversité dans un cercle formé de chaises, pour l'instant à Uharte, Donostia eta Bilbo. On a pu aussi voir ce cercle à l'Université du Pays Basque. Le cercle signifie que c'est un endroit ouvert, de rencontres, où partant d'un niveau d'égalité on peut tous se comprendre. Ces cercles ne sont pas nés pour donner une réponse à chaque fois que le droit est bafoué dans notre pays mais avec un objectif double : d'un côté, afin d'inciter au renouvellement d'un processus de paix et de l'autre pour diffuser au niveau local l'idée de la discussion, de la non-violence et de la participation des citoyens, dans une ambiance d'égalité et de respect avec tous ceux que nous côtoyons au quotidien. Cela nous plairait de voir cette initiative s'étendre à Baiona et dans d'autres endroits.

Vous avez déjà dit que "La Paix ne viendra pas par elle-même, qu'il faut la travailler. Il faut que les nouvelles initiatives soient soutenues de bas en haut, car elles ne viendront pas de haut en bas". Et pourtant, ces derniers temps, les recettes qui ont été utilisées n'ont pas attaché une grande importance à la mobilisation populaire... Que faire pour changer cela ?

Tout changement en profondeur devrait avoir une approbation de base de la société. Personne ne peut prendre de décision au nom de tous, ni dans ce problème-ci dans d'autres cas de figure. Ceci étant dit, il faudrait mettre en place les instruments qui permettront la matérialisation de la décision issue de la volonté de la majorité.

D'autres changements concernent le point de vue de l'activiste.

Il s'agit d'une révolution culturelle dans ce domaine : l'acceptation de celui qui ne pense pas comme soi-même, le respect véritable, pas uniquement théorique. En garantissant aux idées de l'ennemi ou de l'adversaire que toutes les idées pourront être développées dans la mesure où elles gagnent la majorité, et que même en ayant l'appui de la minorité, elles pourront avoir un moyen d'expression. Cela s'applique d'autant plus dans le cas où il s'agit d'organismes progressistes qui ont

pour but de changer le monde. Il faudrait reconnaître que pour avoir un avenir libre et plein de justice, la voie la plus efficace, viable et humaine pour le changement repose sur l'obtention de la majorité sociale. En étant d'accord avec cela, les sectarismes, les menaces, les manichéismes ou attitudes violentes sont mis de côté car ils gênent l'obtention de cette majorité.

Malheureusement, les partis politiques s'organisent en fonction de spectacles et d'élections. Du coup, les initiatives, qu'ils considèrent secondaires, car elles sont en dehors du champ des élections et du partage de pouvoir, sont affaiblies par cette attitude.

Ainsi, le mouvement en faveur d'une nouvelle organisation de la société devrait sortir de la société civile, sans dépendance directe avec les partis politiques, même si ce mouvement les prendrait en compte afin des les attirer vers cette nouvelle dynamique.

Dans notre pays, nous avons une histoire riche et plurielle dans le monde syndical et le mouvement social. Il y a toujours eu quelqu'un pour entreprendre une nouvelle voie avec ses propres forces. Et c'est ce qu'il faudrait mettre en place pour obtenir un changement social qui n'accepterait aucun manquement aux droits humains.

La démilitarisation permettant la mise en place d'un espace où les idées pourraient librement se réaliser et où les citoyens auraient le contrôle de leur destin.

A court et à moyen terme, quelles sont les occasions que nous offrent la non-violence et la désobéissance civile pour "gagner la bataille de l'opinion publique" et "offrir une solution positive tant au conflit qu'à l'établissement de ponts entre les parties" ?

La réponse la plus claire à cette question pouvait se lire dans le T-Shirt du mouvement DEMO. "Le sourire, c'est le meilleur moyen de montrer les dents" - "Irria, hortzak erakusteko biderik onena".

La désobéissance civile doit retirer au conflit sa cruauté, en maintenant la tension liée au conflit mais en diffusant, à la place de la rage et de la haine, un message positif, l'humour, le respect, l'ironie, l'intelligence, l'imagination...

De cette façon on utilise un message positif et enthousiasmant pour attirer la population.

On crée des liens et des ponts, on invite la population à participer. Car la lutte, c'est un exercice du quotidien, qui doit se faire fermement mais avec respect.

□

www.joxemizumalabe.org

Euskal sionismoa

Samatsa

Jitez moldatua izan den organismo bat da euskalduna ; duela milaka urte Jainko batek edo "Big Bang" bezalako gertakari batek euskaldun gizakia programatu du naturarekin bat egiteko.

Geroztik, euskaldun gizakiak helburu nagusi bat badu, ingurumena hortzez eta haginez defenditu naturak dituen etsai guzien kontra.

Gaur egun, Abiadura Handiko Treina da euskal natura suntsitu nahi duen debru madarikatua.

Zer plazerra duen euskaldun fededun zintzoak, zinez atzeman baitu luzaz ukamen duen etsai ideala: kapitalismoaren sinboloa, burgesi handiaren sinboloa, podere politiko ustel baten sinboloa, mundializazio prosesuaren alde txarrenen artean txarrenaren sinboloa, eta abar.

Buru belarri ariko dira beraz euskaldun purpurak AHTren kontra ; aski fite droga bat bezala, gatibu batekin bezala, Stockholm-eko sindromoa ezagutuko dute. Etsaia, laguna bihurtuko da eta bukaeran baitezpadakoa.

Untsa futitzen gira Euskal Herria Europako tokien artean kutsatuenetariko bat baldin bada, untsa futitzen gira borroka politiko edo sindikal batzun bidez inguru-nea edo euskal herritarren osasuna irris-kuan emaiten duten enpresa edo lanpostu batzu zaintzen edo asumitzen badira, untsa futitzen gira eguneroko bizian aireportuak, autobideak, zubi erraldoiak, trenbide andana bat alegeraki erabiltzen badira ; hori ez da egiazki zalantzan ezarria beharrezkoak baitira eta hor baitira jadanik ; hots, zalantzan emaiten badira, bozkazaleen amorrua piztea litzateke irriskua.

Beraz, gure indar guziak etsai-sinbolo berri horren kontra emaiten ditugu, segur izaiteko Euskal Herri garbi eta mitiko bat lortzeko borrokan, etapa berri bat eramaiten dugula.

Euskal sionismoak ez ditu palestinar batzu erahiltzen edo suntsitzen, bainan bai euskal izaeraren bilakaera eragiten positiboki edo nagatiboki... heldu den geltokia arte!

□

PIERRE RUSCASSIE

Leur crise financière

... et notre contrôle démocratique (2/2)



Dans le *Aida!* du 15 janvier 2009, Pierre Ruscassie nous expliquait comment cette crise financière, économique et sociale était la conséquence de décisions politiques. Il poursuit ici en présentant les 4 000 milliards d'euros et de dollars mis à disposition pour rembourser aux actionnaires des banques le "manque à gagner" qu'ils subissent pour être entrés en possession d'actifs pourris. Enfin, il termine avec une recommandation de lecture, celle du livre "Un pur capitalisme" de Michel Husson.

La dispersion d'actifs pourris provient de la vente de titres ayant des rendements toujours plus hauts car plus risqués (les débiteurs ultimes avaient donné leur maison comme garantie mais le marché de l'immobilier américain s'est brusquement retourné à la baisse).

Compensation par le crédit des baisses de salaires subies

Leur crise financière résulte de la compensation par le crédit des baisses de salaires subies : les salariés empruntent ce que, auparavant, ils percevaient en salaires mais ils doivent, maintenant, rembourser les banques et verser des intérêts. Parallèlement, les rentiers placent et déplacent leurs capitaux de banque en banque à la recherche du taux de profit le plus élevé.

Solution démocratique

Face à la solution néolibérale, mise en œuvre sur notre dos, la solution démocratique consiste à inverser les choix du néolibéralisme. Il appartient à toutes les forces de gauche de défendre une politique de gauche :

- ① *augmenter massivement les salaires,*
- ② *indexer les salaires sur les prix,*
- ③ *baissier sévèrement les profits,*
- ④ *redistribuer les richesses par une fiscalité fortement progressive,*
- ⑤ *imposer un revenu maximum,*
- ⑥ *instaurer un contrôle administratif sur les licenciements et réduire le temps de travail,*
- ⑦ *restaurer le code du travail pour protéger les travailleurs salariés et indépendants,*
- ⑧ *établir la gestion démocratique du secteur public,*
- ⑨ *socialiser les banques et instaurer un contrôle du crédit,*
- ⑩ *défendre l'institution d'un système monétaire mondial de parités fixes.*



Michel Husson: "Un pur capitalisme", éditions Page Deux, Lausanne (2008)

L'économiste Michel Husson, membre du Conseil scientifique d'Attac, est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages d'analyses du capitalisme con-

temporain et de propositions alternatives aux mesures néolibérales.

Capitalisme libéré des contreponds démocratiques

Dans "Un pur capitalisme", il montre que le capitalisme actuel, libéré peu à peu, par la politique néolibérale, de tous les contreponds démocratiques que les luttes sociales du XX^e siècle avaient construits, retrouve le fonctionnement que Marx avait connu et qu'il avait analysé dans "Le Capital".

Michel Husson constate deux caractéristiques de ce pur capitalisme et analyse les moyens utilisés par la politique néolibérale pour les développer : la baisse de la part des salaires dans le PIB de tous les pays et la constitution d'un marché mondial proviennent de la politique volontaire de croissance du chômage et de la liberté complète de circulation accordée aux capitaux.

Solutions démocratiques d'un "pur anti-capitalisme"

Ecrit en 2008, ce livre montre comment les rouages du capitalisme, dès lors que le marché est libéré d'un contrôle politique, devaient déboucher sur la crise financière et sociale que nous connaissons. Michel Husson propose alors des solutions démocratiques d'un "pur anti-capitalisme" pour sortir de ces crises du capitalisme.

En 200 pages, l'auteur arrive à présenter avec clarté et simplicité l'explication de la crise, l'émergence du géant chinois, la déliquescence de l'impérialisme étatsunien et les insuffisances de remèdes "keynésiens" ou "interventionnistes". Il termine en poursuivant l'actualisation de l'apport de Marx.

□

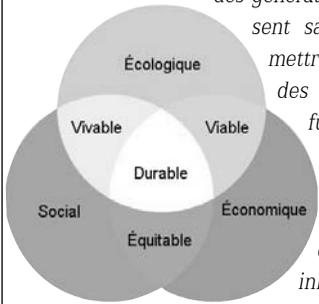
Développement durable

Ce que c'est, ce qu'on en dit... et ce qu'en font certaines entreprises...

Définition

Le développement durable est selon la définition proposée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement dans le Rapport Brundtland :

«Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de «besoins», et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.»



Il s'agit, en s'appuyant sur des valeurs (responsabilité, participation et partage, débat, innovation,...) d'affirmer une approche double :

① *Dans le temps* : nous avons le droit d'utiliser les ressources de la Terre mais le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations à venir ;

② *Dans l'espace* : chaque terrien a le même droit aux ressources de la Terre.

Beaux discours et réalité des actes

Les prix Pinocchio du développement durable, organisés par les Amis de la Terre, ont pour but d'illustrer et de dénoncer les impacts négatifs de certaines entreprises, en totale contradiction avec le concept de développement durable qu'elles utilisent abondamment.

Depuis l'émergence au niveau international du concept de Responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSEE), notamment lors du Sommet pour la Terre de Johannesburg en 2002, ce sont les approches volontaires qui prédominent : Pacte mondial des Nations unies, principes d'Equateur des banques, principes directeur de l'OCDE, chartes éthiques, etc.

Engagement juridiquement non-contraignant

Autant d'engagements juridiquement non-contraignants, et de ce fait inefficaces : tandis que les entreprises bénéficient de retombées

positives en termes d'image auprès de leurs actionnaires, de leurs clients et des citoyens, elles ne s'engagent en contrepartie que sur des grands principes généraux peu opérationnels, et ne sont pas redevables de leurs actes en cas de non-respect de ces approches volontaires. Bien que soutenues au plus haut niveau par des pouvoirs publics qui privilégient souvent la compétitivité des multinationales aux droits humains et à la protection de l'environnement, ces approches volontaires ont aujourd'hui largement prouvé leur inefficacité.

Au niveau international, les multinationales profitent de vides législatifs pour mener leurs activités au détriment du respect des droits sociaux, sociétaux, ou de l'environnement dans les pays du Sud. Des élus et de nombreux acteurs de la société civile, dont les Amis de la Terre, réclament désormais la mise en place d'un cadre juridique contraignant au niveau international, afin d'obliger les entreprises à assumer leurs responsabilités.

www.prix-pinocchio.org

Ce site permet de découvrir les lauréats des prix Pinocchio dans les catégories "Droits humains", "Environnement" et "Greenwashing"



L'Agenda de la Fondation

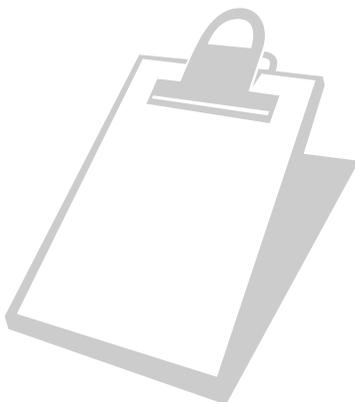
LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

La Fondation Manu Robles-Arangiz a publié son 34^e Gai Monografikoa sur "Euskal Herriko Laborantza Ganbara".

De nombreux articles de Michel Berhocoirgoïn à Maryse Cachenaute, en passant par Paul Nicholson et Ainhoa Iturbe permettront au lecteur de trouver dans ce recueil des détails sur l'historique d'EHLG, le modèle agricole qu'il défend et la confrontation démocratique qu'il représente.

Le Gai Monografikoa est disponible gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers à Bayonne).

Vous pouvez aussi le télécharger sur le blog d'Alda! en cliquant sur l'image disponible en haut à droite de la page d'accueil : mrafundazioa-alda.org.



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

La chasse est ouverte

La police espagnole arrête huit militants basques dont la porte-parole de la future formation abertzale de gauche D3M

«**E**MPÊCHER Batasuna de se reproduire», tel est le but annoncé par le ministre de l'Intérieur en personne, Alfredo Perez Rubalcaba, lorsqu'il a commenté cette opération policière coordonnée à Bilbao par le juge Baltasar Garzón. Le 23 janvier à l'aube, huit personnes considérées comme proches de l'ex-Batasuna interdit ont été arrêtées dans les trois provinces. Parmi elles, figure Amparo Lasheras, porte-parole habituelle de la formation Demokrazia 3 Millioi (D3M) qui a engagé les formalités officielles pour que la gauche abertzale présente des candidats aux élections autonomiques du 1^{er} mars. Figure également la porte-parole habituelle d'ANV, Arantza Urkaregi.

Le gouvernement espagnol met les bouchées doubles pour rassembler suffisamment d'informations et étayer à charge le dossier d'interdiction de D3M en préparation. La police espagnole a effectué au même moment pas moins de 18 perquisitions aux do-

miciles de 14 personnes et dans les locaux de 4 associations. Saisies d'ordinateurs et de documents publics ou

D3M de poursuivre ses activités. Elle continue de recueillir ses signatures pour présenter ses candidats. La Cour



Arrestation d'Arantza Urkaregi, porte-parole d'ANV

internes en lien avec le prochain scrutin étaient l'objectif affiché par les policiers.

L'opération policière n'a pas empêché

suprême donnera son verdict la première semaine de février et tout porte à croire qu'il sera négatif. Cette «chasse aux sorcières» constitue une

attaque frontale au droit à l'expression politique et électorale, mais Alfredo Perez Rubalcaba a affirmé très sérieusement qu'il ne s'agissait en rien «d'interdire des idées».

Quelques jours auparavant, le 17 janvier, l'ANV a perdu le poste de maire d'Azpeitia, la ville où ETA avait assassiné le chef d'entreprise Inazio Uria le 3 décembre. Le maire sortant Iñaki Erzakkin avait refusé de condamner l'attentat. EA et Aralar ont donc rompu la coalition qui les unissait à l'ANV pour gouverner la cité. Lors du vote du 17 janvier, Aralar s'est abstenu et seulement un des deux conseillers municipaux d'Eusko Alkartasuna a voté pour le départ du maire ANV. Le PNV en la personne de Julian Eizmendi a donc récupéré la mairie. Mais il demeure en minorité et devra donc composer au fil des dossiers avec les autres formations élues.

La campagne électorale débute sur fond de blocage et de crispation, aucune des questions fondamentales de ce pays n'étant en voie de règlement.

ETA communique sur ses attentats

Dans un communiqué en euskara, publié le 21 janvier par le quotidien Gara, ETA livre une explication détaillée de ses derniers attentats. Mises à part les deux lignes consacrées à celui du 20 novembre contre le relais TV du mont Arnotegi, elle s'étend sur l'assassinat qu'elle nomme «exécution», le 3 décembre, du chef d'entreprise Inazio Uria et la destruction partielle le 31 décembre des bureaux d'EITB, la télévision basque.

SUR ce sujet, ETA cite en premier les médias «favorables au fascisme espagnol» se trouvant dans l'édifice d'EiTB: Antena 3, Expansion, El Mundo, Onda Cero. En ce qui concerne EiTB, «l'action était la réponse à la responsabilité prise par cette télévision dans la déformation du conflit que vit le Pays Basque. (...) Pour le mouvement populaire, l'indépendantisme, la dissidence, il n'y a ni télévision ni radio publiques. (...) A EITB, ETA et ses militants sont quotidiennement appelés terroristes. (...) On prend pour vraies les déclarations faites sous la torture de la police et de la garde civile».

Contrairement à l'orientation donnée aux rédactions par l'Exécutif autonome, «nous ne dirons, nous, à personne comment doivent travailler les journalistes. (...) Euskal Herria ne connaît pas la liberté d'expression. (...) Sa liberté d'expression est encadrée par le nouveau Code Pénal, la censure de la part des pouvoirs, les menaces

d'emprisonnement». (...) Liberté «à la façon de Franco».

Les raisons d'une exécution

«L'exécution d'Inazio Uria se situe dans la campagne armée qu'ETA a menée contre AHT», le TGV qui doit traverser le Pays Basque. Uria, «ainsi que ses deux frères, dirigent des entreprises engagées dans les travaux d'AHT». Non seulement ETA a averti que ses cibles seraient les responsables de ces projets imposés, mais on sait qu'«elle mène le combat pour les droits nationaux d'Euskal Herria, à qui on impose l'AHT, la touristification, le champ de tir des Bardenas, le super-port de Pasaia, le barrage d'Itoiz, l'implantation de Petronor. (...) Le développement de ce pays est entre les mains d'officines et d'entreprises que personne n'a choisies. Le PNV et l'UPN veulent construire leur propre gigantesque Marbella. (...) L'avenir d'Euskal Herria est entre les mains de la cupidité entrepreneuriale et poli-

tique. (...) Ignacio Uria Mendizabal était l'un des responsables de cette situation imposée. Alors qu'il paie les impôts espagnols, alors qu'il s'enrichit dans les travaux du AHT imposé à Euskal Herria et pour le bien de l'Espagne, il s'est refusé à l'apport militant en faveur de la liberté d'Euskal Herria. Dans ce sens, nous lançons un avertissement à tous ceux qui travaillent autour d'AHT aux ingénieurs, cadres, responsables et patrons afin qu'ils abandonnent les travaux, et que s'instaure un débat politique».

ETA insiste sur les menaces, l'abandon du projet AHT, l'instauration d'un débat. Elle souligne le silence opposé aux mobilisations populaires, et la censure sur les opinions des experts, alors que «tous les micros et caméras se tournent vers ceux qui critiquent ETA».

Les questions qui se posent

Rappelons que deux des principales associations luttant contre le TVG au

Sud, «AHTren aurka Asanblada» et «AHT Gelditu Elkarlana» se sont démarquées en décembre de l'attentat meurtrier contre Uria. La première demande à ETA de «ne pas intervenir dans ce conflit». La deuxième appelle à «la participation sociale la plus large possible, par des voies purement pacifiques». Les deux se trouvaient à l'origine de la manifestation du 17 janvier à Legutiano près de Vitoria-Gasteiz, important rassemblement anti-AHT qui s'est terminée par des charges de l'ertzaintza, occasionnant des blessés.

Une phrase d'introduction du communiqué d'ETA laisse cependant perplexe. L'exécution de Uria est due «à sa responsabilité dans les travaux d'AHT imposé à Euskal Herria, et à son refus de payer l'impôt révolutionnaire d'ETA». On peut donc se poser la question de savoir si Uria aurait été «exécuté» s'il avait payé son dû à ETA... On découvre enfin qu'ETA accepterait volontiers l'argent sale de ce sale TGV.



Aukerak baliatu

HASTEN den 2009ko urte hau aukera eta mehatxuz beterik agertzen zaigu. Krisia ekonomikoa, sozial eta ideologikoa agerian da eta denen ahotan da sistema kapitalistaren zentzugabekeria, horren egokipena, birmoldaketa edo gainditzea. Frantzia mailan kezka eta aldarrikapenak uztartuz doaz eta aste honetan bertan iraganen da urte honetako lehen mobilizazio sozial zabalak. Inkestaren arabera jendearen %69-k begi onez ikusten du greba deialdia. Gobernamentuarentzat 1995eko erretrata erreformaren kontrako mugimenduaren amets gaiztoa ez da urrun. Horren geroztik hainbat bataila galdu ondoren, sindikatu eta mugimendu sozialek lortuko ote dute iniziatiba berreskuratzeko parada baliatzen?

Sarkozyk bultzatu duen lurralde kolektibitateen erreformak frantses instituzioen piramidean inarrosiko omen du 2009an. Kolektibitate horietako batzuk indartzekotan dira, beste batzuen kaltetan eta haien arteko eskumenen banaketa berrikusi behar dute. Besteak beste Departamenduen etorkizuna trenkatuko da dirudienez eta hautes-barruti nahiz hautes-arauak alda daitezke. Ageriko. Baladurrek zuzenduriko erreformarako batzordeak proposamenak zabalduko ditu otsail honetan eta ekain edo udazkenean berriz, frantses agintariak erabakiak hartuko dituzte.

Euskal Herrian Lasserre iratzarri da azken momentuan eta kezkatua agertu joan den urtarrilaren 22an. Hautetsien Kontseiluko presidente gisa Balladurrekin biltzea galdegin du, Garapen kontseiluko presidenteari batera. Euskal Herriari bere etorkizunaren kontrola eman behar zaiola betidanik defenditu duela baieztatzen du Lasserre jaunak lotsa handirik gabe. Argi da iragarritako aldaketen ondorioz lanjerrean ikusten dituela 94tik hona Ipar Euskal Herriaren

Jakes Bortayrou

instituzio eskaerari erantzuteko sortu ziren sasi-instituzioak. Bestalde pentsa daiteke ez duela ahantzi 2002an Raffarin dezentralizazio erreformaren haritik sortu zela BATERA dinamika, Euskal Herriko aldarrikapen bereziak, mesprezua aparte, erantzunik gabe gelditu ondoren. Zer eragina izanen du errefor-

«..Lasserre iratzarri da azken momentuan eta kezkatua agertu...»

ma horrek Iparraldeko ezagupenaren aldeko borrokan? Segur aski Lasserre ez da izanen galdera honekin kezkatu den bakarra. Dena den, 1996tik mobilizazio ugari sortu dituen eta masa borroka bilakatu den instituzioaren aldeko kanpaina, nola edo hala egokipen edo ber definizio fasean sartuko da, non inplikaturiko sektore sozial eta politiko guztiak parte hartu beharko duten.

Bestalde frantses Estatuko mespretxu, eta larderiari buru eginez, EHLG-ren alde lorturiko herri sustengu zabalak benetako arazoa sortzen dio Estatuari. Abiatu dituen prozedura juridikoen Estatu/Euskal Herria konfrontazioa politikoa irudikatzen eta areagotzen lagundu dute, nolabaiteko gupil zoroa elikatuz. Errekurtso eta deialdiek afera luza dezakete baina kasu guzietan uzta mingotsa bilduko dute Estatu arduradunek: mobilizazio eta borrokarako gogoia sustatuko duten zartako ederra ala frustrazio sakon eta haserre biziak jendarte nahiz herriko hautetsien artean. Segur dena da konfrontazio horrek arazo sekto-

rialak gainditurik, ondoko hilabeteetako Euskal Herriko panorama politikoa baldintzatuko duela.

Hizkuntzaren alorrean, joan den maiatzean Alabanel frantses ministroak hitz emandako hizkuntza legeak segur aski aukera berri bezainbat mehatxu ekarriko ditu aurrean. Ez da dudarik lege honek euskarak behar dituen ofizialtasuna eta frantsesarekin parekotasun juridikoa ez dituela aitortuko. Halere, salaketa hutsan gelditu ordez, eragile izaitea deliberatu dute euskalgintzako herri mugimenduek. Alabainan, salaketa bezain beharrezkoa da, modu batez edo bestez, bide bat urratzea, hizkuntzaren normalizaziorako baldintza hobetoak sortzeko edota baldintza murriztagoak ekiditzeko.

Lege proiektuaren inguruko eztabaida, kasu guztietan, lagungarria izanen da aurrera egiteko behar den lekuan, hots Euskal Herrian bertan, beste Herrialdeetan bezala. Izan ere, frantses Estatuaren menpe bizi diren euskaltzaleek ontsa baitakite euskararen geroa hemen jokatzeko dela nagusiki. Parisen deus mugitu gabe, herri zerbitzuak sortu, dinamika zabalak sustatu eta emaitza konkretuak ere lortu izan dituzte euskararen bizi berritzea begira. Azken urteetako ekimenak soilik aipatuz, hor ditugu Bai Euskarari akordioa, Herriko Etxeetako Hitzarmenak edota BATERA mobilizazioa, egoera sakon aldatu eta baldintza berriak sortu dituzten dinamika sozial eta politikoak. Parisen zerbait mugitzekotan izanen delarik, frantses legebiltzarrean lurralde hizkuntzak aipatuko direlarik, euskaltzaleak mobilizaturik egonen dira berdintasuna aldarrikatzen, herritarren atxikimendua hedatzen eta azkartzen, hizkuntza politika ausarta eskatzen eta diputatu/senadoreei engeiamendu zehatzak galdegiten.

Aukerak ugari 2009ko urte honetan. Gure eskuetan da horiek alferrik galtzen ez uzteko ardura.

Sur votre agenda

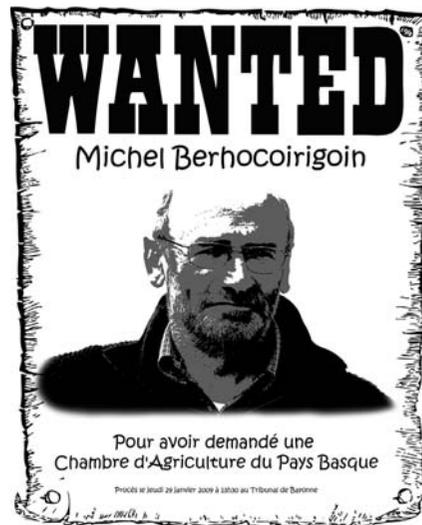
- Urtarrila:
 - ✓ **Samedi 31, 16h, BIARRITZE** (Médiathèque). Amaia Riousspeyrou et Kattalin Indaburu chantent les poètes basques.
 - ✓ **Vendredi 30, 21h, HELETA** (Café culturel La Mer, Itsasoa). La compagnie Traboules présente le spectacle «Duo?», racontant la rencontre entre un musicien et un clown. Entrée: 5 à 7 euros.
 - ✓ **Samedi 31, 11h, BAIONA** (place Lacarre). Baiona Kantuz.
 - ✓ **Samedi 31, 16h, BAIONA** (librairie Elkar). Présentation du livre «Cœur de feu» de Senait Mahari. Campagne «Un million de mains rouges contre l'utilisation abusive des enfants dans les guerres».
 - ✓ **Lundi 2 février, 18h30, HENDAIA** (Mairie). Conférence-débat «Baie de Txingudi, mieux la connaître pour mieux la protéger», dans le cadre de la Journée mondiale des zones humides 2009.

Procès d'EHLG : soutien de 1.000 élus

LE cap de 1.000 élus municipaux, dont 89 maires et 234 maires-adjoints, (auxquels il faut ajouter 11 conseillers généraux et 3 conseillers régionaux) signataires de la pétition de soutien à Euskal Herriko Laborantza Ganbara et Michel Berhocoirigoin, son président, a été franchi. L'annonce en a été faite par les responsables de Laborantza Ganbara et les organisateurs de la campagne de soutien lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue samedi à la Bourse du Travail, en présence d'une centaine d'élus et de délégués des 21 cantons du Pays Basque. Moment fort du rendez-vous avec la presse: les 65 appels des 100 brandis par les délégués qui en disaient plus long que toutes les paroles sur l'étendue de la mobilisation que suscite le procès. 7.400 signatures citoyennes qui confortent les responsables de Laborantza Ganbara dans la légitimité de

leur démarche. Moment émouvant également, lorsque Franxua Irigoyen a souligné toute l'injustice faite à Michel Berhocoirigoin, qui, par son engagement militant, a, depuis 30 ans, si bien servi les paysans du Pays Basque. Y compris ceux qui le traînent à présent devant les tribunaux.

Scoop de la conférence: Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement épaulera Jean-René Etchegaray et Joseph Gontier, spécialiste de droit rural, dans la défense de Laborantza Ganbara. Les organisateurs de la campagne invitent tous les sympathisants à faire du rassemblement de jeudi devant le Palais de justice la plus grande manifestation de soutien populaire que le tribunal de Bayonne aura jamais



connue. Les listes de soutien sont consultables sur le blog de campagne: www.ehlgdoitvivre.org

Sommaire

- Cahier n°1 Enbata
 - Recensement 2006: 288.362 habitants en Iparralde 4 et 9
 - La chasse est ouverte 10
 - Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

Notre couverture: Conférence de presse d'EHLG samedi 24: les délégués brandissent les 65 appels des 100.

a besoin de votre aide

■ Enbata est dans une situation financière difficile. Il nous manque 6.000 € pour boucler le budget 2008.

Mais Enbata ne doit pas, ne peut pas s'arrêter. Notre détermination à poursuivre le travail d'information commencé voilà bientôt 50 ans est entière.

■ Pour sauver le journal nous portons le prix de l'abonnement annuel de 55 € à 60 €.

Le prix de l'abonnement n'a pas changé depuis août 2002, alors qu'Enbata s'est enrichi des quatre nouvelles pages d'Alda!

■ L'augmentation du prix de l'abonnement ne suffira pas à couvrir les 6.000 € de déficit.

En 7 ans, les coûts de publication (imprimerie, envois postaux, loyers du local...) ont fortement augmenté.

Pour assurer notre avenir

nous ouvrons une souscription exceptionnelle

Envoyez vos dons* : Enbata 3 rue des Cordeliers 64100 Bayonne

Enbata c'est qui?

- ✓ 20 bénévoles qui, par leur contribution hebdomadaire ou mensuelle, assurent la réalisation et l'expédition du journal.
 - ✓ 1 salarié à mi-temps en charge de la maquette et de la mise en page.
- Enbata est conçu, réalisé et administré par des militants qui prennent sur leur temps pour que la parole abertzale soit diffusée chaque semaine.

* Si vous payez l'impôt sur le revenu, les 2/3 de votre don seront déductibles de votre impôt 2009. Un certificat de versement vous sera envoyé.

